

280 millions pour endiguer le chômage à Bruxelles

■ Le droit à la qualification devrait être inscrit dans la Constitution, estime Didier Gosuin.

La formation professionnelle bruxelloise vient de se voir accorder un pactole européen non négligeable. Un peu plus de 140 millions d'euros distribués par le Fonds social européen pour une période qui court jusqu'en 2020. Ce montant est doublé par les autorités publiques bruxelloises. Que faire avec cette manne financière? Didier Gosuin (FDF), ministre en charge de la Formation, et Olivia P'tito, directrice de Bruxelles-Formation, forts d'un accord avec la Fédération Wallonie-Bruxelles obtenu le 18 mars, n'ont pas voulu traîner. Dès demain, trois appels à projets seront lancés à l'attention des acteurs de la formation professionnelle dans la capitale. Leurs cibles mettent en lumière un mal bruxellois qui participe largement aux 20% de chômage qui marquent la Région-Capitale à la culotte. L'objectif est de lancer un millier de modules d'ici septembre prochain.

Une politique réparatrice

Il s'agit premièrement de développer des modules de formation axés sur l'innovation, en termes de secteur d'activités ou de méthode pédagogique. Exemple: la valorisation des déchets de construction, ou encore d'autres activités plus classique comme le secrétariat médical. Deux millions d'euros seront dépensés pour ces formations destinées sans critère d'âge. Le second volet de l'appel ne concerne par contre que les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. 45% d'entre eux ne possèdent pas le diplôme de secondaire supérieur. Sur 12 000 nouveaux inscrits chaque année chez Actiris, 6 000 sont en demande de formations qualifiantes. Celles-ci seront axées sur des secteurs porteurs: le commerce, l'Horeca, le tourisme, l'environnement ainsi que les métiers technologiques. Le troisième et dernier volet de l'appel, l'accès au diplôme d'enseignement secondaire supérieur, en partenariat avec le secteur de la promotion sociale.

D'autres champs de compétences seront naturellement explorés pour augmenter la population de demandeurs d'emploi passant par Bruxelles Formation qui forme 7 à 8 000 personnes chaque année. *"Il s'agit d'une politique réparatrice, précise Didier Gosuin. Il faudrait naturellement travailler en amont, au niveau de l'enseignement. Dans un monde idéal, Bruxelles-Formation ne devrait avoir qu'un minimum à faire. Mais nous voulons des résultats, qu'on arrive enfin avec des trends positifs, qu'on cesse de dire que le chômage augmente, que le taux d'emploi diminue, etc. Nous avons 110 000 demandeurs d'emploi à Bruxelles, mais j'ai été frappé de voir que 70 000 demandeurs retrouvent du travail chaque année. Pour moi, le droit à la qualification devrait être un droit fondamental inscrit dans la Constitution."*

M. Co.

